

Les rapports femmes-hommes en milieu urbain: patriarcat ou partenariat ?

Paul Villeneuve

Volume 35, Number 95, 1991

Partenariat et territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022184ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022184ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Villeneuve, P. (1991). Les rapports femmes-hommes en milieu urbain: patriarcat ou partenariat ? *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95), 385–401. <https://doi.org/10.7202/022184ar>

Article abstract

The paper first shows, in the context of recent theorising on hierarchies and markets, the existence of relationships between increasing female labour force participation and the emergence of certain forms of urban social polarisation. These new forms of polarisation are then linked with occupational asymmetry within employed couples. This analysis tends to suggest that central city neighbourhoods are milieux more conducive to the erosion of patriarchy than suburbs. Finally, the question of a new gender partnership is suggested to be as crucial to the theorising on local development than that of class partnership.

Les rapports femmes-hommes en milieu urbain: patriarcat ou partenariat?

Paul Villeneuve

Département de géographie,
Université Laval,
Sainte-Foy (Québec), G1K 7P4

Résumé

Il s'agit d'abord de montrer, à l'aide des théorisations récentes sur les hiérarchies et les marchés, l'existence de liens entre l'insertion des femmes dans la sphère de l'emploi et certaines formes émergentes de polarisation sociale urbaine. Ensuite, ces nouvelles formes de polarisation sont mises en rapport avec l'asymétrie professionnelle au sein des couples. L'analyse suggère que les vieux quartiers urbains sont des milieux sociaux plus propices à l'effritement du patriarcat que les banlieues. L'ensemble du propos mène à conclure que la question d'un nouveau partenariat entre hommes et femmes peut être posée, dans les théories sur le développement local, avec tout autant de pertinence que celle, plus habituelle, des formes de partenariat interclassistes.

Mots-clés: Hiérarchies, marchés, quartiers centraux, banlieues, rapports hommes-femmes, polarisation sociale, patriarcat, partenariat.

Abstract

Gender Relations in Urban Milieux: Patriarchy or Partnership?

The paper first shows, in the context of recent theorising on hierarchies and markets, the existence of relationships between increasing female labour force participation and the emergence of certain forms of urban social polarisation. These new forms of polarisation are then linked with occupational asymmetry within employed couples. This analysis tends to suggest that central city neighbourhoods are milieux more conducive to the erosion of patriarchy than suburbs. Finally, the question of a new gender partnership is suggested to be as crucial to the theorising on local development than that of class partnership.

Key Words: Hierarchies, markets, central city neighbourhoods, suburbs, gender relations, social polarisation, patriarchy, partnership.

Depuis quelques années, la différenciation spatiale de la force de travail redevient, aux yeux de plusieurs analystes, un facteur important de structuration économique des villes et des régions. Aydalot (1983) a bien su caractériser certaines des nouvelles tendances de la division spatiale du travail. Il remet en question le postulat néo-classique de la mobilité du travail en montrant que, même si les individus sont mobiles, la force de travail, elle, demeure relativement immobile et hétérogène dans l'espace. En d'autres termes, les individus peuvent se déplacer mais les forces de travail concrétisées dans un ensemble de rapports sociaux, de structures familiales et de modes de consommation ne changent que très lentement, bien qu'elles risquent d'être détruites dans les cas de mobilité massive. Dans ce rapport entre la mobilité des individus et la stabilité des structures sociales, il arrive que la mobilité individuelle contribue au maintien de la stabilité structurelle. Ainsi, il a été suggéré que plusieurs quartiers urbains gardent leurs caractéristiques parce que les arrivants ressemblent à ceux qui y sont déjà, tandis que ceux qui partent le font souvent parce qu'ils ont changé. En l'absence de toute mobilité résidentielle, la structure sociale des quartiers urbains ne serait probablement pas aussi stable (Berry, 1973, p. 10).

Par contre, certaines tendances récentes, au moins dans les villes nord-américaines, laissent supposer des changements structurels — et non la stabilité — au niveau de la composition sociale des quartiers. Par exemple, la concentration des activités économiques dites «quaternaires» (Semple, 1985) au centre des grandes agglomérations urbaines ne serait pas étrangère au processus d'élitisation (gentrification) de certains quartiers résidentiels centraux, tandis que la prolétarianisation de certaines banlieues accompagnerait le redéploiement, au dehors des zones urbaines centrales, de plusieurs industries manufacturières. Ces nouvelles tendances de la division spatiale du travail se produisent au moment même où le taux de participation des femmes au marché de l'emploi est en forte progression, ceci ne manquant pas d'exercer de fortes pressions sur la division sexuelle du travail au sein de la sphère de l'emploi, mais aussi au sein de la sphère domestique.

Il s'agit ici de considérer l'agglomération urbaine comme un marché local du travail unifié mais segmenté, et d'explorer, au sein de ce marché, l'évolution des rapports entre la division sexuelle du travail dans la sphère de l'emploi, dans la sphère domestique et entre ces deux sphères. Cette exploration est menée à l'aide d'une grille conceptuelle articulée autour des rapports entre trois couples de notions: les hiérarchies et les marchés, les entreprises et les ménages, les villes et les banlieues (Villeneuve, 1989). Cette grille sert d'abord à interpréter les liens entre la féminisation de l'emploi et l'intensification de certaines formes de polarisation sociale. Elle sert ensuite à poser le problème des couples en emploi, c'est-à-dire des ménages à double revenu où rapports de classes et de sexes s'entrechoquent et contribuent à modifier la géographie sociale des villes et des banlieues. Ces analyses soulèvent la question de la nécessaire prise en compte des rapports hommes-femmes dans les discussions portant sur le partenariat dans le développement local. Les rapports sociaux entre femmes et hommes sont en renégociation aussi profonde que le rapport salarial keynésien, deux renégociations sans doute plus liées qu'on ne le pense.

HIÉRARCHIES ET MARCHÉS, ENTREPRISES ET MÉNAGES, VILLES ET BANLIEUES

Plusieurs études ont documenté le redéploiement industriel vers les régions rurales associé à la déqualification des processus de production observable dans certaines branches industrielles. Il est concevable qu'à cette échelle la différenciation spatiale de la force de travail soit assez grande pour jouer un rôle dans les processus de relocalisation industrielle. Mais qu'en est-il, par ailleurs, à l'intérieur des milieux métropolitains? Le plus souvent jusqu'ici, les agglomérations métropolitaines ont été vues comme des bassins homogènes et unifiés de main-d'oeuvre, dont le périmètre est défini à l'aide des mouvements pendulaires quotidiens vers le noyau urbanisé.

Depuis quelques années, certains travaux, dont ceux de Scott (1981, 1982, 1986a), remettent en cause ce postulat de l'unité des marchés métropolitains de travail. S'inspirant de l'hypothèse de Heckscher et Ohlin, Scott suggère que les zones centrales des grandes agglomérations urbaines auraient tendance à jouir d'avantages comparatifs pour les activités de production intensives en main-d'oeuvre, tandis que les banlieues seraient plus propices à la localisation d'activités intensives en capital. Il ne limite toutefois pas son propos à une analyse d'avantages comparatifs. Il incorpore dans ses interprétations la capacité différentielle des entreprises à l'intégration fonctionnelle selon le type de production et les techniques employées. Il s'efforce de préciser les circonstances qui font qu'une entreprise intériorise ou extériorise une étape donnée du processus de production, et note que les différences entre les noyaux urbains et les banlieues aux niveaux des économies d'agglomérations, de la disponibilité d'espace et du coût de la main-d'oeuvre se conjugent pour produire cet «effet Heckscher-Ohlin».

Les travaux de Scott ne sont pas restés lettre morte. Norcliffe (1984) les prolonge et suggère que des variations spatiales systématiques du coût du travail, du capital fixe et du capital circulant prennent place entre quatre milieux géographiques types: les noyaux urbains, les banlieues, les zones non métropolitaines et les régions-ressources. Il note toutefois que les salaires payés au lieu de travail varient peut-être moins entre les noyaux urbains et les banlieues que ne le supposait Scott (1981) dans son étude sur Toronto. Par ailleurs, Taylor (1985) critique la façon dont Scott évalue l'organisation interne des entreprises dans ses études empiriques, tandis que Malecki (1987) suggère que les thèses de Scott sur la désintégration fonctionnelle au sein des complexes industriels territorialisés ne peuvent s'appliquer qu'aux très grandes régions urbaines qui comptent des populations importantes d'immigrants. Par contre, Blackley et Greytak (1986) vérifient certaines des hypothèses de Scott dans une étude empirique menée à Cincinnati.

Plus récemment, Scott a élargi la formulation de ses thèses en les reliant explicitement au courant de recherche portant sur les «marchés et les hiérarchies» (Scott, 1988a). Ce paradigme s'attache à élucider la structure «transactionnelle» de la production en analysant conjointement les rapports internes à l'entreprise et ceux

entre l'entreprise et son environnement. Celle-là est conçue comme une structure hiérarchique alors que celui-ci est constitué des divers marchés au sein desquels l'entreprise achète et vend. La question centrale, en ce qui a trait à l'organisation territoriale de la production, se pose alors à l'interface entre le domaine des transactions internes à l'entreprise et celui des transactions externes. Quand une entreprise décide-t-elle d'effectuer une opération de façon interne, et quand l'extériorise-t-elle? Il y a là une façon simple de se représenter les frontières de l'entreprise comme structure: «At any given time, the line that divides the internal hierarchy from the external market (and thus identifies the individual firm) is fixed at the point where the relative efficiencies of managements and markets are equal» (Scott, 1986b, p. 219). Cette conceptualisation admet donc tout autant la désintégration que l'intégration verticale. Coffey et Polèse (1987) mettent en oeuvre des idées similaires dans leur proposition d'une théorie de la localisation des services aux entreprises.

Cette démarche articulée autour de la notion de coût de transaction a toutefois été critiquée par Walker (1989) qui lui reproche de subordonner la production à l'échange. Bien que les arguments de Walker ne manquent pas d'intérêt, il semble ne pas se rendre compte que toute étape dans la production d'un bien ou d'un service nécessite une interaction entre humains et/ou entre humains et la nature (plus ou moins transformée), une interaction au sujet de laquelle on peut poser la question du coût. Walker (p. 53) écrit: «But exchange means, in fact, transfer of property rights. People must do a great deal more than truck, barter and trade to produce useful objects: they have to work, to transform nature into new forms». Il est vrai qu'un bon nombre de tenants de la théorie des coûts de transaction s'attachent d'abord à l'analyse de l'échange marchand, mais cette théorie peut tout aussi bien être appliquée aux composantes les plus fondamentales du processus de travail.

Dans ses écrits, Scott fait souvent allusion aux formes sociales d'urbanisation qui accompagnent diverses formes d'organisation territoriale de la production (Scott, 1988a, 1988b; Scott et Paul, 1990). Il aborde les questions de vie de quartier et de ségrégation résidentielle selon la classe, l'âge et l'ethnie. Toutefois, le plus souvent, et en continuité avec la division disciplinaire entre la géographie économique et la géographie sociale, il considère ces questions comme étant hors de la sphère de la production et du travail, bien qu'elles leur soient reliées (Scott, 1986a, p. 33). Pourtant, certaines de ses thèses au sujet des entreprises apparaissent applicables aux ménages et à la production domestique prenant place au lieu de résidence, d'autant plus que certaines analyses qui portent sur le travail domestique vont nettement dans cette direction. Ainsi, Markusen (1981), après avoir noté que l'expression *journey-to-work* suggère, implicitement et à tort, qu'aucun travail ne prend place au foyer, montre que le ménage n'est pas une unité passive de consommation. Il apparaît plutôt comme une organisation au sein de laquelle les personnes, entre autres choses, reproduisent leur force de travail, et celle des générations futures, par le biais d'un processus qui implique une division sexuelle poussée des tâches et une dépense de temps considérable.

La nature «économique» de l'activité domestique est largement voilée par l'entente informelle et implicite qui lie l'homme et la femme au sein de cette «hiérarchie» qu'est le ménage ou la famille. Curtis (1986) montre que les transactions au sein des ménages et des familles (parent-enfant, employé-dépendant, époux-épouse par exemple) sont des transactions hiérarchiques qui diffèrent profondément des transactions de type marchand. Pour lui, la structure de pouvoir au sein du ménage ne découle pas uniquement des facteurs qui constituent l'environnement du ménage, tels la solidarité masculine ou les forces du marché. Elle provient également du processus continu d'échanges interpersonnels entre les membres, ceux-ci faisant appel aux caractéristiques intrinsèques des transactions qu'ils entretiennent, autant qu'aux conditions de l'environnement social et économique du ménage. Or, ces transactions «non économiques» n'ont pas le caractère contractuel des transactions marchandes. Elles impliquent l'échange de faveurs et bénéfices qui créent des obligations futures diffuses, dont la nature est rarement spécifiée à l'avance et qui peuvent difficilement être négociées.

Ces considérations aident à comprendre les bases variées sur lesquelles s'organise la division du travail au sein des ménages, tout particulièrement au sein de ce qu'il est convenu d'appeler la «famille patriarcale». Ross (1987) montre que la division du travail au sein des ménages devient problématique lorsque la femme occupe un emploi rémunéré. Le degré de partage des tâches domestiques dépend alors en partie du pouvoir respectif dérivé de la place des conjoints dans la division du travail rémunéré. Pour sa part, Owen (1987) développe une argumentation basée strictement sur la notion d'efficacité économique pour contrer les thèses de la «nouvelle économie domestique» sur le bien-fondé de la spécialisation (pas nécessairement sexuelle) dans le couple entre le travail domestique et le travail rémunéré. Elle soutient que l'efficacité accrue dans l'accomplissement d'une tâche — qu'elle soit domestique ou rémunérée — qui provient de l'expérience accumulée, découle beaucoup plus du nombre de fois que cette tâche est accomplie que du temps total consacré chaque fois à l'accomplir. Par analogie à la théorie micro-économique, le gain marginal d'efficacité serait, selon elle, une fonction surtout de la répétition de tâches fractionnées avec soin entre les membres du ménage et entre celui-ci et son environnement (effet d'apprentissage); et non de la quantité de temps consacré à la tâche (effet d'échelle).

Ces quelques recherches invitent à tenter une intégration conceptuelle plus poussée des liens géographiques entre la sphère du travail rémunéré et celle du travail domestique, objectif également poursuivi par Hanson et Pratt (1988). Le ménage, comme l'entreprise, est une organisation hiérarchique, et comme elle, il entretient une foule de transactions marchandes avec son environnement (marché du travail, marché du logement, marché des biens et services). Certains aspects des thèses de Scott peuvent être appliqués à une analyse conjointe des ménages et des entreprises (Villeneuve, 1989). Une description adéquate des systèmes de production territorialisés exige que soient mis en rapport au moins trois types de division du travail: la division dans la sphère de l'emploi, la division dans la sphère domestique et la division spatiale entre les deux sphères. La participation accrue des

femmes mariées à la sphère de l'emploi contribue présentement à modifier considérablement les rapports entre ces trois types de division du travail.

Il s'agira maintenant d'illustrer ces modifications et de suggérer comment elles creusent des différences considérables, dans les formes de (re)production de la force de travail, entre les quartiers centraux et les banlieues. Métaphoriquement, il n'est pas exagéré de parler, en cette matière, d'un «effet Heckscher-Ohlin» qui distinguerait les petits ménages vivant dans des logements locatifs et des «condominiums» dans les quartiers centraux, et les ménages habitant les «cottages électroniques» des banlieues. Les formes familiales se diversifient à des rythmes différents selon les lieux. De la famille étendue à la famille nucléaire, et de celle-ci à la «famille flexible», on observe une certaine désintégration (verticale?) de cette forme d'organisation hiérarchique. Ce processus ne répond toutefois à aucune nécessité historique, même s'il apparaît associé à des modifications assez irréversibles dans les rapports hommes-femmes.

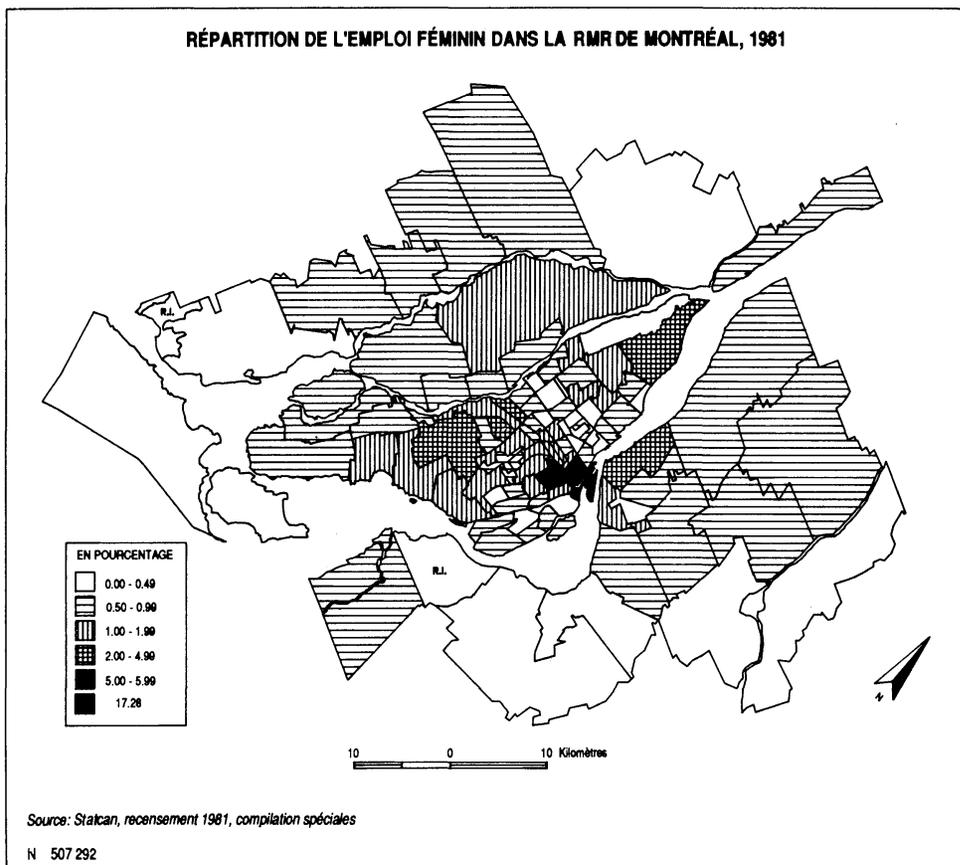
Afin de commencer à déchiffrer l'évolution récente de ce processus, trois de ses aspects seront abordés successivement. D'abord, il s'agira de montrer l'existence de liens entre l'insertion des femmes dans la sphère de l'emploi et certaines formes récentes de polarisation sociale en milieu urbain. Ensuite, cette nouvelle polarisation sociale sera mise en rapport avec l'asymétrie professionnelle au sein des couples. Finalement, il sera suggéré que la question d'un nouveau partenariat entre hommes et femmes peut être posée avec tout autant de pertinence, par rapport aux théories sur le développement local, que celle, plus habituelle, des formes de partenariat interclassistes. Tout au long, et en continuité avec certaines thèses des années 1980 (Wekerle, 1984), il sera proposé que les quartiers centraux des villes constituent des milieux plus propices que les banlieues à ce nouveau partenariat fondé sur l'avancement social des femmes, mais que leur maintien dans ces quartiers reste précaire.

FÉMINISATION DE L'EMPLOI ET POLARISATION SOCIALE

Plusieurs auteurs identifient l'augmentation très forte de la participation des femmes au marché du travail comme étant à la source d'une cascade de transformations dans les rapports hommes-femmes. Une part importante de cette augmentation touche les ménages où les deux conjoints occupent un emploi. Ainsi, de 1967 à 1986, le nombre de familles comptant deux soutiens est passé, au Canada, de 1,3 million à 3,4 millions (Moore, 1989). La féminisation de la main-d'oeuvre, surtout la participation croissante à la main-d'oeuvre des femmes mariées et de celles ayant des enfants (Rose, 1990), est un processus d'abord associé à la volonté des ménages de vouloir maintenir leur pouvoir d'achat, mais qui s'ancre également dans le mouvement social des femmes. Cette féminisation se fait dans le contexte d'une forte ségrégation sexuelle du travail et du plafonnement de l'emploi dans des secteurs traditionnellement très féminisés comme l'éducation et la santé. Elle se fait également dans le contexte d'un accès différentiel des femmes au marché du travail suivant le lieu où elles résident. Un trait géographique important de l'emploi

féminin est sa plus grande centralisation par rapport à l'emploi masculin. Même s'il a connu une décentralisation marquée à Montréal pendant les années 1970, l'emploi féminin restait très centralisé en 1981 (figure 1).

Figure 1

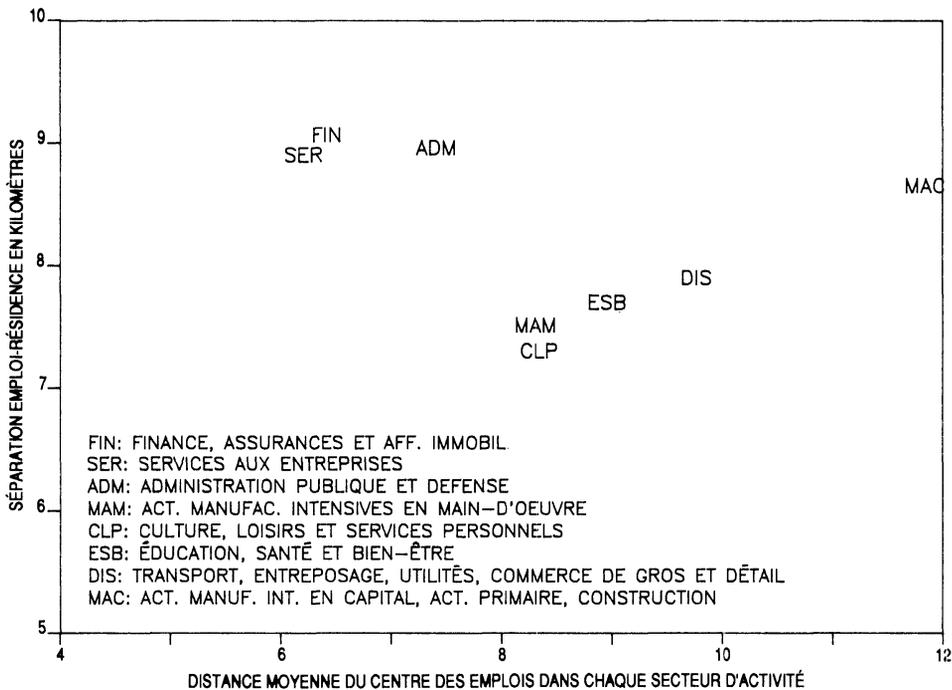


La mise en rapport du degré de centralisation des emplois et du degré de séparation emploi-résidence selon le secteur d'activité économique est particulièrement révélatrice. À la figure 2, la main-d'oeuvre féminine montréalaise a été répartie en huit secteurs d'activité économique. Pour chacun des secteurs, 2 distances moyennes ont été calculées: celle entre le point le plus central du centre-ville (l'intersection Peel-Sainte-Catherine) et la localisation des emplois dans les 94 zones formant l'agglomération montréalaise à la figure 1; et celle entre les lieux d'emplois et les lieux de résidence des travailleuses du secteur, aussi sur la base de

ces 94 zones (voir Villeneuve et Rose, 1988, pour plus de détails). Les huit secteurs se regroupent en trois ensembles identifiables dans les termes de la théorie de la «base économique». Deux ensembles se composent surtout d'emplois dits «basiques». Un de ceux-ci regroupe des secteurs fortement centralisés et qui montrent également une forte séparation emploi-résidence (FIN, SER et ADM). Il s'agit du tertiaire supérieur, concentré dans la partie ouest du centre-ville pour ce qui est du tertiaire privé (secteur financier et services aux entreprises), et dans la partie est en ce qui concerne l'administration publique. Les femmes employées dans ces secteurs ont à effectuer les déplacements les plus longs pour atteindre leurs lieux d'emploi. L'autre ensemble basique concerne les activités manufacturières intensives en capital, les activités primaires (peu représentées en milieu métropolitain) et la construction (MAC). Il s'agit du secteur montrant le plus faible taux de féminité. Les emplois y sont très décentralisés mais souvent reconcentrés dans les zones industrielles suburbaines de telle sorte que les déplacements résidence-emploi sont presque aussi longs en moyenne dans ce secteur que dans le groupe précédent d'activités fortement centralisées. Un troisième ensemble regroupe surtout des activités à caractère non basique (DIS, ESB, CLP) mais aussi

Figure 2

**SÉPARATION EMPLOI-RÉSIDENTE SELON LA CENTRALITÉ DES SECTEURS D'ACTIVITÉ
MAIN-D'OEUVRE FÉMININE, RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL, 1981**



les activités manufacturières intensives en main-d'oeuvre (MAM). Ces quatre secteurs montrent une séparation emploi-résidence faible et une décentralisation moyenne, ce qui traduit une répartition ayant tendance à se modeler sur celle de la population, ceci étant très exactement la définition donnée aux activités dites «résidentiaires» ou non basiques au sein de la théorie de la base économique et des modèles de type Lowry. Par rapport à ceci, les activités manufacturières intensives en main-d'oeuvre semblent faire exception car elles sont dites «basiques» dans le modèle de Lowry. Selon Webber (1984), il s'agirait toutefois là d'une faiblesse du modèle car ce type d'activité se localiserait en symbiose avec certaines couches de la population dont il dépend pour sa main-d'oeuvre. Ceci est très certainement le cas à Montréal où la localisation de l'industrie du vêtement apparaît fortement reliée à celle des groupes d'immigrants.

Historiquement et à très long terme, les activités dites de reproduction de la force de travail semblent quitter graduellement la sphère domestique, les femmes continuant souvent, toutefois, à les exercer dans la sphère de l'emploi. Ces activités passent à la sphère hors foyer en s'intégrant soit aux circuits marchands, soit aux appareils d'État, ou soit encore à une sphère «communautaire» où prévalent des formes de propriété commune, comme par exemple dans les coopératives de consommation et de logement trouvées dans certains quartiers. Toutefois, il existe d'autres types d'intégration graduelle de ces activités aux circuits marchands qui, eux, n'impliquent pas les mêmes formes d'extériorisation par rapport à la sphère domestique. Citons, par exemple, la prolifération de la «haute technologie» domestique (Cowan, 1983), apparentée à une forte consommation de biens durables et symbolisée par le «cottage électronique», ainsi que la consommation croissante d'aliments préparés hors du foyer. Ces transformations redéfinissent continuellement la frontière entre la sphère domestique et la sphère du marché, ainsi que les formes de division du travail entre les deux sphères et à l'intérieur de chacune d'elles. Sont-elles homogènes au sein de l'espace urbain ou différent-elles systématiquement entre, par exemple, les quartiers centraux et les banlieues? Et quel sort ces transformations réservent-elles aux rapports hommes-femmes?

En ce qui concerne les quartiers centraux, il est plausible de se demander s'ils ne sont pas le lieu, présentement, de la formation d'une sorte de «classe-servante» qui résulterait en partie de cette extériorisation des tâches de reproduction et en partie de la croissance rapide du «complexe des affaires» dans les centres-villes. Les cadres et les professionnels des sièges sociaux des grandes entreprises et des firmes de service à la production constituent une classe aisée dont une fraction réside dans les quartiers centraux. Cette fraction est habituellement composée de petits ménages qui consomment un éventail très large de services. Depuis 20 ans, l'emploi dans le secteur des services personnels (blanchisserie, restauration, etc.) croît au moins aussi rapidement que l'emploi dans le secteur des services aux entreprises. Tout se passe donc comme si le groupe de cadres et de professionnels travaillant dans le centre des affaires, et dont une proportion croissante habite certains quartiers centraux qu'ils contribuent à «élitiser», requérait de plus en plus un ensemble de services autrefois rendus au sein des ménages, et qui passent maintenant par les circuits marchands. Toute une couche de travailleurs et, surtout, de travailleuses assez mal payées s'activent dans ces services et ces petits

commerces. Souvent sans voiture privée, elles cherchent à habiter le plus près possible de leur lieu d'emploi. Ceci constitue une première tendance à la cohabitation dans les quartiers centraux de personnes appartenant à des univers sociaux qui s'ignorent, même s'ils sont liés par l'échange marchand.

Une autre forme de cohabitation et de polarisation sociale découle des activités au sein même des entreprises du «complexe des affaires». Le profil d'emploi typique, mais non le seul, des industries du secteur des services aux entreprises et des sièges sociaux révèle, d'une part, un groupe de cadres et de professionnels masculins privilégiés et bien payés, et d'autre part, un groupe d'employées féminines occupant des emplois de subalternes souvent mal payés et assez précaires (Hutton et Ley, 1987). Cette segmentation du marché du travail selon le sexe n'est toutefois pas rigide et fixe. À Montréal, en 1971, trois secteurs d'activités tertiaires formaient la base économique du centre des affaires: le secteur financier, les services aux entreprises et l'administration publique. La polarisation professionnelle selon le sexe était très forte dans les deux premiers secteurs et plus faible dans le troisième (en raison d'un début de politique d'égalité à l'embauche dans la fonction publique). Dix ans plus tard, en 1981, cette polarisation avait diminué dans ces trois secteurs de façon beaucoup plus marquée que dans tous les autres secteurs de l'économie montréalaise (Villeneuve et Rose, 1988). La mobilité professionnelle ascendante des femmes n'a donc pas été négligeable au sein du complexe des affaires de Montréal. Par contre, les femmes de banlieue, qui vivent dans des ménages à orientation dite «familiale», n'ont souvent pour seuls emplois disponibles que ceux qui existent dans les commerces et services banals. Ils sont situés à proximité des zones résidentielles et sont souvent à temps partiel.

Ces formes de féminisation de la main-d'oeuvre suggèrent un certain nombre d'observations sur le rôle des rapports hommes-femmes dans les transformations des quartiers urbains centraux. D'abord, tertiarisation de la main-d'oeuvre et féminisation de l'emploi apparaissent comme deux tendances imbriquées. Avec la décentralisation du secteur manufacturier et la croissance du complexe des affaires dans les centres-villes, l'ensemble des femmes qui participent à la main-d'oeuvre habitent et travaillent plus près du centre que les hommes. Les bureaux sont des lieux de travail plus féminisés que les usines, et les quartiers centraux sont mieux équipés et facilitent d'autant la réalisation d'une double charge de travail pour ceux et, surtout, celles qui ont à assumer à la fois un emploi et des tâches domestiques. Ici, on pense immédiatement au cas des femmes en situation de monoparentalité.

De façon générale, on peut montrer que les quartiers centraux offrent à plusieurs groupes sociaux différentes conditions de localisation résidentielle assez avantageuses (Séguin et Villeneuve, 1987). Or, il arrive que ces groupes n'ont pas tous le même pouvoir économique, de telle sorte qu'un processus de concurrence s'installe entre eux. Les plus faibles sont en danger constant d'être repoussés vers des quartiers un peu moins centraux. Leur arrivée peut toutefois contribuer à constituer un milieu où se développent à nouveau les attributs culturels et sociaux qui avaient rendu le quartier de départ attrayant. Les artistes et les travailleurs et travailleuses du secteur culturel jouent un rôle particulier dans ce

processus (Caulfield, 1989). Ils font figure de « pionniers », jusqu'à ce que le quartier devienne en demande à son tour et qu'ils en soient à nouveau évincés.

COUPLES EN EMPLOI ET EFFRITEMENT DU PATRIARCAT

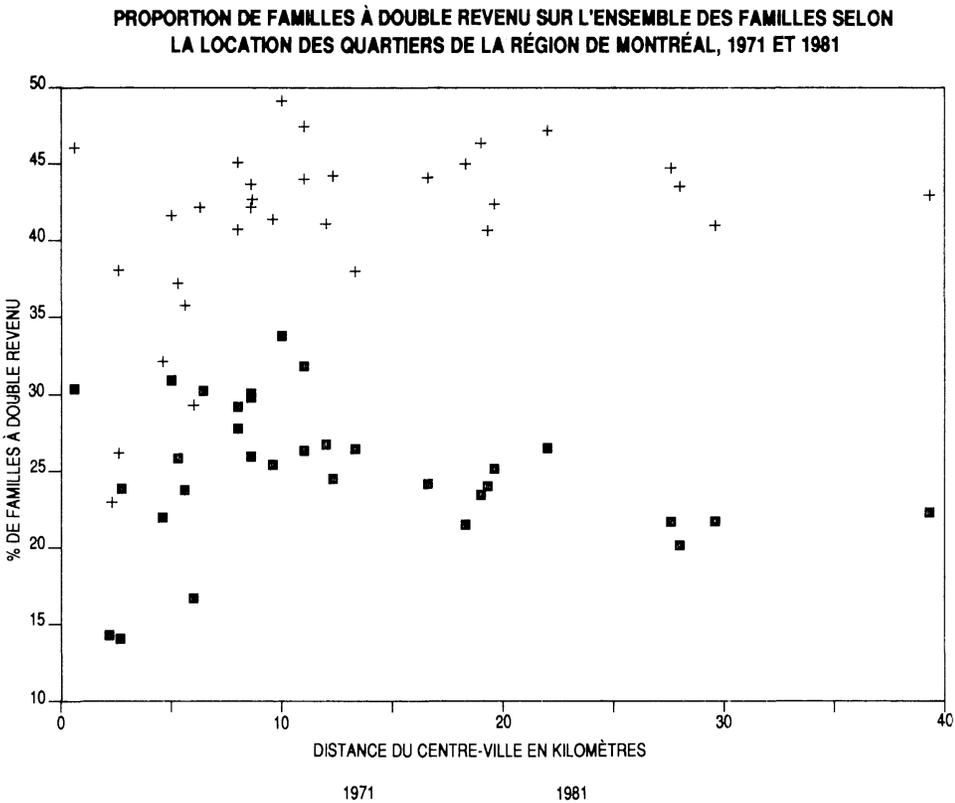
Il a été suggéré que les quartiers centraux des villes sont des milieux plus propices que les banlieues au redressement des rapports entre hommes et femmes (Wekerle, 1984). Deux facteurs au moins seraient en cause. D'abord, comme nous venons de le voir, ce sont dans les secteurs économiques les plus fortement centralisés au coeur des métropoles — activités financières, services aux entreprises, administration publique — que la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes s'est le plus amenuisée depuis une quinzaine d'années. Deuxièmement, les densités plus fortes et les meilleurs transports publics des quartiers centraux des villes permettent des déplacements plus courts aux femmes qui doivent assumer les charges domestiques et un emploi rémunéré, très souvent sans l'usage d'une voiture personnelle (Fagnani, 1986). Ces milieux leur permettraient aussi d'avoir plus facilement des contacts entre elles et de constituer des réseaux importants dans la formation et le maintien du mouvement social des femmes (Séguin et Villeneuve, 1987). Ces facteurs seraient liés au processus actuel de réhabilitation de plusieurs quartier centraux. Markusen (1981) va jusqu'à proposer que ce processus résulte en partie de l'effritement de la famille patriarcale, au moins dans le cas des familles à double revenu élevé.

Ces propositions complexifient l'image de la ville que nous renvoyaient les théories néo-classiques de localisation résidentielle ainsi que l'analyse des aires sociales et l'écologie factorielle. Bien sûr, comme nous le disaient ces théories, le genre de vie axé sur le foyer prédomine encore en banlieue tandis que les petits ménages, souvent non familiaux, sont surreprésentés dans les quartiers centraux. Toutefois, le double revenu se superpose maintenant à ce pattern pour modifier le processus de substitution entre le besoin d'accès au centre et le besoin d'espace qui accompagnait le cycle de vie familial. Dès lors, on peut faire l'hypothèse que le double revenu ne joue pas le même rôle au centre qu'en banlieue. On peut même penser que les quartiers centraux, milieux supposés propices au redressement des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, pourraient présenter une asymétrie professionnelle moindre.

L'asymétrie professionnelle entre conjoints peut être définie empiriquement comme l'écart, dans une population de ménages à double revenu, entre le rang professionnel moyen des époux et celui des épouses. Au regard de la littérature citée jusqu'ici, il est possible de penser que l'asymétrie professionnelle entre conjoints peut être proportionnelle au pouvoir inégal des conjoints au sein des ménages. Une étude des variations spatiales de l'asymétrie dans l'agrégat, c'est-à-dire au niveau des quartiers d'une ville, peut être révélatrice des répercussions en milieu résidentiel des transformations de la division sexuelle du travail dans le marché de l'emploi (Villeneuve et Viaud, 1987). Dans un premier temps, l'étude de la répartition spatiale des familles à double revenu indique des changements

importants, entre 1971 et 1981, au niveau des quartiers de la région métropolitaine de Montréal (figure 3). La proportion de familles à double revenu montrait une légère propension à diminuer du centre vers la périphérie en 1971, bien que les quartiers affichant les valeurs les plus faibles se situaient à moins de sept kilomètres du centre-ville. En 1981, la tendance générale se renverse, les quartiers localisés à plus de 15 kilomètres du centre-ville montrant des augmentations nettement plus fortes que celles des quartiers plus centraux.

Figure 3

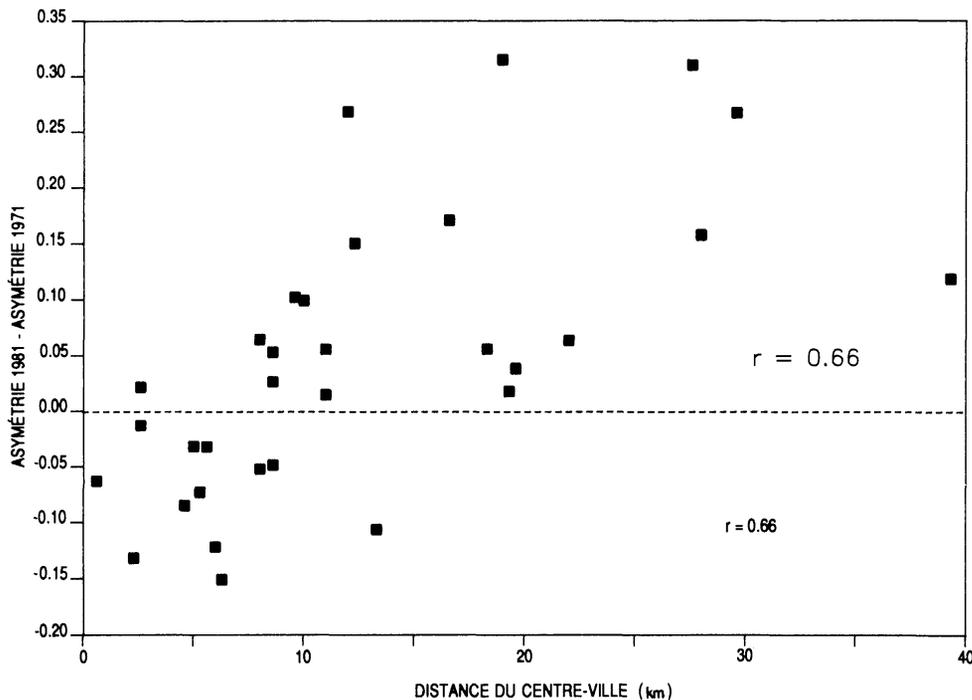


Ce renversement dans la répartition des familles à double revenu semble se traduire au niveau de l'évolution temporelle de l'asymétrie professionnelle au sein de ces familles. La différence dans l'indice d'asymétrie entre 1971 et 1981 a été mise en rapport avec la distance du centre-ville (figure 4). Le résultat est net: l'asymétrie a diminué presque partout dans les quartiers centraux alors qu'elle a augmenté dans tous les quartiers localisés à plus de 15 kilomètres du centre-ville, le coefficient de corrélation de Pearson étant de 0,66 entre la distance du centre-ville et la différence dans l'indice d'asymétrie entre 1971 et 1981. Ainsi, à Montréal pendant les années 1970, l'inégalité professionnelle au sein des couples en emploi a

eu tendance à diminuer dans les quartiers centraux et à augmenter dans les banlieues.

Figure 4

**ÉVOLUTION DE L'ASYMÉTRIE OCCUPATIONNELLE, COUPLES À DOUBLE REVENU
SELON LA LOCATION DES QUARTIERS DE LA RÉGION DE MONTRÉAL, 1971 - 1981**



Ces observations peuvent être rapprochées des résultats de la recherche de Langlois (1984). Son analyse lui a permis d'identifier deux structures de consommation dans les ménages à double revenu. La première est associée à un genre de vie axé sur le foyer et la famille, où la propriété résidentielle est importante et où la présence des enfants joue un rôle de premier plan, tandis que la deuxième est plutôt caractéristique d'un genre de vie «axé vers l'extérieur», où les déplacements et les loisirs marchands tiennent une place primordiale. Dans la mesure où, comme l'ont montré l'analyse des aires sociales et l'écologie factorielle, le premier genre de vie se retrouve surtout en banlieue et le deuxième surtout dans les quartiers plus centraux, nos données suggèrent qu'une inégalité professionnelle croissante caractérise le genre de vie de banlieue, probablement parce que la participation à la main-d'oeuvre des femmes mariées s'y fait souvent à temps partiel et joue plus un rôle d'appoint, tandis que cette inégalité diminue dans les quartiers où un genre de vie axé vers l'extérieur prédomine, les femmes étant alors

plus fortement intégrées à la sphère de la vie publique où se négocie la reconnaissance des droits individuels et collectifs. En d'autres termes, les épouses dans les familles à double revenu pratiquant un genre de vie axé sur le foyer montreraient en général un niveau professionnel plus faible, par rapport à celui de leur mari, que c'est le cas dans les familles dont le genre de vie est moins axé sur le foyer. Ce qui diffère toutefois de l'interprétation habituelle rencontrée dans l'analyse des aires sociales, et une analyse de l'hétérogénéité des quartiers le confirme (Villeneuve et Morency, 1990), c'est que ces deux genres de vie ne peuvent vraiment plus être considérés comme deux étapes du cycle de vie. Au contraire, un nombre croissant de couples à double revenu, souvent sans enfant, s'installent à demeure dans un genre de vie axé vers l'extérieur, ce genre de vie montrant même une propension à se diffuser des quartiers centraux vers certains quartiers de banlieue. Dans ce sens au moins, la famille patriarcale commence à être remise en question.

UN NOUVEAU PARTENARIAT ENTRE FEMMES ET HOMMES?

Les interprétations avancées jusqu'ici mènent, en conclusion, à poser la question des conditions de sortie du patriarcat et d'entrée dans des formes de rapports sociaux femmes-hommes de nature partenariale. La théorie des hiérarchies et des marchés offre un cadre conceptuel de départ intéressant mais non suffisant pour identifier les conditions de sortie du patriarcat. Pour pouvoir repérer ces conditions, il est nécessaire de disposer d'une théorie qui reconnaît la possibilité d'émergence de rapports non hiérarchiques à la fois au sein des entreprises et des ménages. J'ai tenté ailleurs (Villeneuve, 1989) de clarifier la question très complexe des liens entre réciprocité, hiérarchie, domination et autorité. Il suffira ici de suggérer que l'effritement du patriarcat passe, entre autres, par le redressement de la division sexuelle du travail, c'est-à-dire par un accès des femmes à la sphère de la vie publique équivalent à celui des hommes et, réciproquement, par un accès des hommes à la sphère de la vie privée équivalent à celui des femmes. Les analyses ci-haut montrent que le premier mouvement est bien entamé. Quant au second, il tarde à se développer, les enquêtes montrant toujours que les hommes participent peu aux travaux domestiques (Le Bourdais, Hamel, Bernard, 1987).

Du point de vue de l'analyse géographique, il est intéressant de voir si certains types de milieux favorisent plus que d'autres le redressement de la division sexuelle du travail. La question est légitime dans l'exacte mesure où les diverses formes de division du travail sont en étroit rapport avec l'organisation spatiale de la vie quotidienne. Celle-là sous-tend celle-ci, mais c'est en modifiant celle-ci au gré des jours qu'on peut espérer redresser celle-là. À ce sujet, certains quartiers centraux sont devenus depuis une ou deux décennies de véritables laboratoires d'expérimentation sociale. Pour des raisons analysées avec soin par Anne-Marie Séguin (1990), dans le cas du quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec, ces lieux ont vu naître des luttes sociales autour d'enjeux plus larges que le rapport d'emploi, qui avait mobilisé syndicats contre patrons et mené au compromis salarial keynésien

des années 1950 et 1960. Ces luttes urbaines portant sur le logement, l'environnement et les services collectifs se rapprochèrent graduellement des luttes menées par le mouvement social des femmes. Cette jonction eut un effet perceptible sur la «culture urbaine de gauche» enracinée dans ces quartiers. Le «changer la vie, changer la ville» de Phlipponneau (1976) inclut maintenant la maisonnée et l'espace domestique. Il faudra voir, dans des recherches futures, si les hommes impliqués dans les luttes urbaines et dans la jonction avec le mouvement féministe ont modifié de façon durable, et plus que d'autres, leurs pratiques domestiques. Il se peut fort bien qu'il n'en soit rien!

En fait, l'émergence d'un véritable partenariat entre femmes et hommes est lente à se faire sentir. La notion de partenaire commence à passer dans le langage. On utilise de plus en plus l'expression «mon ou ma partenaire», mais les théorisations sur le partenariat concernent jusqu'ici beaucoup plus les classes sociales que les sexes. Pourtant, le partenariat, ce nouveau contrat social qui semble maintenant émerger au niveau local, et qui met en cause divers acteurs sociaux (entreprises, gouvernements, syndicats, mouvements sociaux) relève d'une logique qui a beaucoup en commun avec celle à la base de la recherche de nouveaux rapports entre femmes et hommes: mouvement de territorialisation sociale s'accomplissant à des niveaux géographiques de plus en plus fins, nécessaire équité entre les partenaires et invention de nouvelles pratiques qui dépassent les systèmes institués (Gagnon et Klein, 1991). L'analyse que fait Favreau (1989) de l'évolution du mouvement populaire dans certains quartiers centraux de Montréal fait une large place à l'émergence du mouvement social des femmes et aux efforts investis dans l'invention de nouvelles pratiques de développement économique communautaire. Ne faut-il pas maintenant analyser encore plus avant les possibilités d'articulation entre partenariat des classes et partenariat des sexes?

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie Marc Miller, René Morency, Jean-Bernard Racine, Damaris Rose, Anne-Marie Séguin et Gilles Viaud pour leur aide à diverses étapes de la préparation de ce texte, dont les lacunes relèvent cependant de sa seule responsabilité. Il remercie également le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et le Fonds FCAR du Québec pour leur appui financier.

SOURCES CITÉES

- AYDALOT, Philippe (1983) La division spatiale du travail. In J.H.P. Paelinck et A. Sallez, (éds), *Espace et localisation*. Paris, Economica, pp. 175-200.
- BERRY, Brian, J.L. (1973) A paradigm for modern geography. In R.J. Chorley (éd.) *Directions in Geography*. Londres, Methuen, pp. 3-21.
- BLACKLEY, Paul et GREYTAK, David (1986) Comparative advantage and industrial location: An intrametropolitan evaluation. *Urban Studies*, 23: 221-230.
- CAULFIELD, John (1989) Gentrification and desire. *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 26(4): 617-632.

- COFFEY, William et POLÈSE, Mario (1987) Trade and location of producer services: A Canadian perspective. *Environment and Planning A*, 19(5): 597-611.
- COWAN, Ruth S. (1983) *More Work for Mother: The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*. New York, Basic Books.
- CURTIS, Richard F. (1986) Household and family in theory on inequality. *American Sociological Review*, 51: 168-183.
- FAGNANI, Jeanne (1986) La durée des trajets quotidiens: un enjeu pour les mères actives. *Économie et statistique*, 185: 47-55.
- FAVREAU, L. (1989) *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, continuités et ruptures*. Montréal, le Centre de formation populaire et les Éditions du Fleuve.
- GAGNON, Christiane et KLEIN, Juan Luis (1991) Le partenariat dans le développement local: tendances actuelles et perspectives de changement social. *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95).
- HANSON, Susan et PRATT, Geraldine (1988) Reconceptualizing the links between home and work in urban geography. *Economic Geography*, 64(4): 299-321.
- HUTTON, Thomas et LEY, David (1987) Location, linkages, and labor: The downtown complex of corporate activities in a medium size city, Vancouver, British Columbia. *Economic Geography*, 63(2): 126-141.
- LANGLOIS, Simon (1984) L'impact du double revenu sur la structure des besoins dans les ménages. *Recherches sociographiques*, 25(2): 211-265.
- LE BOURDAIS, Céline, HAMEL, Pierre J. et BERNARD, Paul (1987) Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois. *Sociologie et sociétés*, 19(1): 37-55.
- MALECKI, Edward (1987) Comments on Scott's "High technology industry and territorial development: The rise of the Orange County complex, 1955-1984". *Urban Geography*, 8(1): 77-81.
- MARKUSEN, Ann R. (1981) City spatial structure, women's household work, and national urban policy. In C.R. Stimpson et al. (éds) *Women and the American city*. Chicago, University of Chicago Press, pp. 20-41.
- MOORE, Maureen (1989) Familles comptant deux soutiens: la nouvelle norme. *Tendances sociales canadiennes*, 12: 24-26.
- NORCLIFFE, Glen B. (1984) Nonmetropolitan industrialization and the theory of production. *Urban Geography*, 5(1): 25-42.
- OWEN, Susan J. (1987) Household production and economic efficiency: Arguments against domestic specialization. *Work, Employment and Society*, 1(2): 157-178.
- PHILIPPONNEAU, Michel (1976) *Changer la vie changer la ville, Rennes 1977*. La Baule, Éditions Breiz.
- ROSE, Damaris (1990) «Collective consumption» revisited: Analysing modes of provision and access to childcare services in Montréal, Québec. *Political Geography Quarterly*, 9(4): 353-380.
- ROSS, Catherine E. (1987) The division of labor at home. *Social Forces*, 65(3): 816-833.
- SCOTT, Allen J. (1981) The spatial structure of metropolitan labor markets and the theory of intra-urban plant location. *Urban Geography*, 2(1): 1-30.
- _____ (1982) Locational patterns and dynamics of industrial activity in the modern metropolis: A review essay. *Urban Studies*, 19: 111-142.
- _____ (1986a) Industrialization and Urbanization: A Geographic Agenda. *Annals of the Association of American Geographers*, 76: 25-37.
- _____ (1986b) Industrial organization and location: Division of labor, the firm and spatial process. *Economic Geography*, 62(3): 215-231.
- _____ (1988a) *Metropolis: From the Division of Labor to Urban Form*. Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- _____ (1988b) *New Industrial Spaces: Flexible Production Organization and Regional Development in North America and Western Europe*. Londres, Pion.

-
- SCOTT, Allen J. et PAUL, A. (1990) Collective order and economic coordination in industrial agglomerations: the technopoles of Southern California. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 8: 179-193.
- SÉGUIN, Anne-Marie (1990) *Un quartier à l'ombre de l'État: transformations sociales et spatiales du quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec, de 1950 à nos jours*. Québec, Université Laval, département de géographie, thèse de doctorat non publiée, 339 p.
- SÉGUIN, Anne-Marie et VILLENEUVE, Paul (1987) Du rapport hommes-femmes au centre de la Haute-Ville de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 31(83): 189-204.
- SEMPLE, Keith (1985) Toward a Quaternary Place Theory. *Urban Geography*, 6(4): 285-296.
- TAYLOR, Michael (1985) Industrial Geography. *Progress in Human Geography*, 9(3): 432-442.
- VILLENEUVE, Paul (1989) Gender, employment and territory in metropolitan environments. In G.J.R. Linge et G.A. Van der Knaap (dir.) *Labour, Environment and Industrial Change*. Londres, Routledge, pp. 67-86.
- VILLENEUVE, Paul et MORENCY, René (1990) Couples à double emploi et hétérogénéité sociale dans les quartiers de Montréal. *Le Géographe canadien*, 34(3): 239-250.
- VILLENEUVE, Paul et ROSE, Damaris (1988) Gender and the separation of employment from home in Metropolitan Montréal, 1971-1981. *Urban Geography*, 9: 155-179.
- VILLENEUVE, Paul et VIAUD, Gilles (1987) Asymétrie occupationnelle et localisation résidentielle des familles à double revenu à Montréal. *Recherches sociographiques*, 28 (2-3): 371-391.
- WALKER, Richard (1989) A requiem for corporate geography: New directions in industrial organization, the production of place and uneven development. *Geografiska Annaler*, 71B(1): 43-68.
- WEBBER, Michael J. (1984) *Explanation, Prediction and Planning: The Lowry Model*. Londres, Pion.
- WEKERLE, Gerda R. (1984) A Woman's Place is in the City. *Antipode*, 16(3): 11-19.

(Acceptation définitive en mai 1991)

CARTOGRAPHIE

Conception:

**Damaris Rose et
Paul Villeneuve**

Réalisation:

INRS-Urbanisation et LATIG

Photomécanique:

Serge Duchesneau